

Politique | Les Etats-Généraux de la mobilité durable passent par la Nouvelle-Aquitaine



Le Groupement des Autorités Responsables de Transports (GART), le think tank Transport, Développement, Intermodalité et Environnement (TDIE), l'Union des Transports Publics et ferroviaires (UTP), la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs (FNTV), la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT) et enfin, les Régions de France. Tous les six, autant dire le panel des acteurs de la mobilité, clients et collectivités autorités organisatrices des transports compris, sont les co-organisateur des premiers « Etats-généraux de la mobilité durable ». Un grand mouvement lancé, tel un tour de France, au niveau national pour être force de proposition et de sensibilisation au regard des enjeux du transport public. Objectif : parvenir à faire entrer ces enjeux dans le débat public, et notamment à l'approche des échéances électorales qui s'annoncent.

Pour Jean-Pierre Farandou, Président de l'UTP « il y a un problème sur l'équilibre financier du secteur des transports publics qui à terme pourrait remettre en cause sa durabilité. » Il s'explique : «Le français veulent de plus en plus de transports collectifs, et c'est une très bonne nouvelle, mais outre le constat progressif que les usagers paient de moins en moins, au détriment des contribuables, une succession d'autres nouvelles viennent dégrader l'équilibre du secteur », et de citer, en vrac : « la double hausse successive de la TVA qui nous a fait passer de 5,5% à 10%, l'arrêt du projet sur les écotaxes, qui aurait été une source de financement, les baisses des dotations d'Etat aux collectivités qui nous impactent également, et enfin l'élévation du seuil de la taxe « versement transport » aux entreprises de plus de 11 salariés (9 et 10 auparavant) qui représente un manque à gagner de 500 M€ par an pour les autorités organisatrices. »

Recueillir des propositions à valoriser dans le débat électoral Fort des ces constats, est née l'idée d'un Tour de France auprès des acteurs pour « recueillir des propositions concrètes pour sauvegarder le secteur, et de le valoriser dans ce débat électoral via « des grandes causes », dans lesquelles le transport public est en réalité une composante souvent oubliée mais pourtant incontournable. Jean-Pierre Farandou cite en exemple la pollution, l'emploi, tant du point de vue de la filière et ses 500 000 salariés que du point de vue de la gestion des déplacements dans le cadre des politique RH des entreprises, la place des

territoires périurbains et ruraux, ou encore la question de la sécurité dans les transports... Autant de thématiques, et des propositions liées, soumises au débat électoral seront issues de la large consultation mise en œuvre dans le cadre des Etats-Généraux de la mobilité durable.

Concrètement ces Etats-généraux, « une première à une si large échelle de consultation », assure le Président de l'UTP, ont démarré cet été par une consultation sur internet ouverte à toutes les parties prenantes. Celle-ci a permis de recueillir de premières propositions de mesures à court et moyen terme sur 5 thématiques : la qualité de service, la transition énergétique et la santé publique, le financement et le modèle économique du secteur, l'intermodalité et la multimodalité, et enfin, la desserte des territoires peu denses.

Forte des plus de 300 contributions apportées lors de cette première étape, la démarche se poursuit donc sur le terrain par 6 réunions régionales, dont Bordeaux est la cinquième, rassemblant à chaque étape entre 100 et 150 personnes. L'objectif étant de nourrir les réflexions au fil des réunions et d'établir au final une série de propositions visant à une politique de mobilité « efficace et efficiente ». Enfin, un résumé des propositions issues de la démarche sera publié dans un document final sur les enjeux de la mobilité durable d'une dizaine de pages, et l'ensemble des débats et contributions seront également consignés dans des annexes sous format numérique. La publication sera quant à elle soumise au débat électoral et remise aux équipes des candidats des élections à venir.

"Une période extrêmement importante pour les transports et la mobilité" Un débat qui par ailleurs tombe à pic également du point de régional « dans une période extrêmement importante pour les transports et la mobilité sur les 2 à 3 ans à venir », souligne Renaud Lagrave, Vice-président du Conseil régional en charge des transports. Et pour cause : modification des compétences avec la prise en charge des transports interurbains puis scolaires à la rentrée prochaine, la création du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADDT) ou encore l'arrivée de la LGV en juillet « qui vient entièrement modifier les horaires sur la Région ». « Cette démarche va sans doute nous aider à faire des choix » estime le vice-président et d'autant plus à l'heure d'une politique des transports régionale qui tente sa mue, via la création d'une Conférence annuelle sur les transports ainsi que celle d' « un syndicat mixte régional autour des mobilités, qui pourrait être soumis aux vote des élus régionaux lors de la plénière du mois d'avril », annonce Renaud Lagrave.



Solène Méric

Crédit Photo : Aqi.fr
Publié sur aqi.fr le 13/12/2016
[Url de cet article](#)